

*Les crédits*

Si nous devons être jugés en fonction de nos actions, les députés néo-démocrates qui ont présenté cette motion devraient faire leur mea culpa et leur examen de conscience.

Il ne fait aucun doute que l'Ontario fait face à de grandes difficultés. J'ai déjà indiqué que la récession provoquée par le gouvernement de l'autre côté a créé, en Ontario, un environnement économique très pénible. Son industrie manufacturière a diminué d'environ 25 p. 100. Si l'on ne peut pas imposer l'Ontario, où va-t-on trouver l'argent à distribuer aux Canadiens?

C'est comme si l'on tuait la poule aux oeufs d'or.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'Ontario. En fait, lorsqu'il s'agit de paiements de transfert pour les soins et les services de santé, l'Ontario reçoit du gouvernement fédéral 41 p. 100 du montant global. Il faut dire que cette province, qui est la mienne, représente 36 p. 100 de la population.

Bien sûr qu'il y a eu des réductions. C'est regrettable, mais je ne peux accepter l'argument disant qu'on n'offre rien à l'Ontario. Ce que je suis prêt à admettre, c'est que le gouvernement utilise cet argent d'une manière insensée. Il se comporte d'une façon aussi déraisonnable que le gouvernement dans la gestion de son économie.

Il crie ensuite sur tous les toits qu'il n'a pas d'argent. Il se dit obligé de fermer des hôpitaux, mais il croit encore au principe de l'universalité.

Il s'excuse auprès des patients qui doivent attendre de deux à huit mois pour pouvoir consulter un spécialiste et pour obtenir les soins dont ils ont besoin, parce que la province n'a pas d'argent.

Il croit cependant que tout le monde devrait avoir accès aux soins de santé chaque fois que c'est nécessaire: toutes les fois que vous en avez besoin, mais à condition que ce ne soit pas avant huit mois.

Cette absurdité, cette façon frivole de voir les choses est en train de gagner les néo-démocrates. Ils utilisent une journée réservée à l'opposition pour pointer du doigt des premiers ministres qui essaient de trouver un moyen pour régler le problème. Lorsque l'Ontario décide que la solution, c'était d'emprunter 9 milliards de dollars l'année dernière et un autre 11 milliards cette année pour fournir les services qu'il dit essentiels, je crois que ces services sont essentiels. Cependant, je crois que le gou-

vernement devrait se montrer sage dans la façon de gérer l'argent qu'il emprunte.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit qu'il s'agit là d'une vaste escroquerie. Et voilà que le caucus néo-démocrate fédéral prend maintenant la défense des provinces et risque sa réputation en présentant une motion aussi frivole. C'est une motion stupide qui tente de camoufler le fait que le gouvernement provincial ontarien et les autres gouvernements provinciaux néo-démocrates en Saskatchewan et en Colombie-Britannique vont devoir procéder à d'énormes augmentations d'impôts qui vont les rendre très impopulaires, en en faisant porter la responsabilité au fédéral ou aux premiers ministres provinciaux libéraux.

Les Canadiens en ont soupé de ce genre de tactique et ils en ont soupé des augmentations d'impôts. Ne serait-ce que depuis son budget de 1989, le gouvernement conservateur d'en face a augmenté le fardeau fiscal des Canadiens de 16,5 p. 100 après ce qu'il se plaisait à qualifier de la période la plus prospère et la plus productive de l'histoire du Canada. L'économie aurait pu lui procurer plus d'argent que ce dont il avait besoin, et pourtant, il a augmenté les impôts de 16,5 p. 100.

Pis encore, il a fait ce que le gouvernement néo-démocrate en Ontario et le gouvernement néo-démocrate en Saskatchewan ont fait, et ce que le gouvernement néo-démocrate menace de faire en Colombie-Britannique: il a augmenté la dette publique et le déficit pour redorer son blason. Depuis 1989, le gouvernement d'en face a augmenté la dette publique de 27,3 p. 100. Je frémis à l'idée de ce que vont faire les gouvernements néo-démocrates de ces trois provinces, dont la mienne, dans leurs prochains budgets.

Je frémis parce que je sais que je vais en payer la note. Je sais que ce sont mes collègues et mes électeurs qui vont en payer la note. Je sais également qu'à chaque fois que le gouvernement d'en face augmente son taux d'imposition, les gouvernements provinciaux en profitent pour en faire autant. Ils reçoivent leur quote-part de cette augmentation fiscale sans même avoir à admettre qu'ils augmentent les impôts.

Mon collègue de Broadview—Greenwood pense sans doute que ce serait le moment idéal pour parler de la taxe uniforme. J'espère qu'il aura l'occasion de s'occuper de cela. Au moins, enlèverait-il à ces premiers ministres provinciaux une occasion de soutirer quelques dollars de plus aux contribuables qui ne se méfient pas.